
LE DEVELOPPEMENT FACE A L'INSECURITE RECURRENTE DANS LA PROVINCE DU NORD-KIVU 2023-2024

**Dr Venyste A. Mirindi
Timothée Niyibizi Ruboneza**

doi:<https://doi.org/10.37745/gjahss.2013/vol12n83450>

Published September 22, 2024

Citation : Mirindi V.A. and Ruboneza T.N. (2024) LE DEVELOPPEMENT FACE A L'INSECURITE RECURRENTE DANS LA PROVINCE DU NORD-KIVU 2023-2024, *Global Journal of Arts, Humanities and Social Sciences*, Vol.12, No.8, pp.34-50

RESUME : *La République Démocratique du Congo est comptée parmi les pays pauvres très endettés du monde malgré ses immenses potentialités naturelles, économiques, humaines, etc.... La population congolaise vit dans une pauvreté extrême aggravée par des événements multiples dont la mal gouvernance, les guerres, les crises politiques consécutives à la longue et difficile transition politique. Près de 80 % de sa population survivent à la limite de la dignité humaine. Les ménages congolais, particulièrement ceux vivant dans les régions affectées par les conflits, ont payé un lourd tribut. Ils ont vu leurs actifs essentiels de la vie considérablement détruits. L'accès aux services et aux infrastructures socio-économiques de base a été considérablement réduit. Les mouvements migratoires intenses des régions de l'Est vers les Zones non en conflits, surtout vers les milieux urbains, ont exacerbé la vulnérabilité des populations. La situation humanitaire en République démocratique du Congo évolue tout en stagnant depuis des décennies. Si beaucoup affirment que la situation humanitaire en RDC est vieille de 20 ans, les facteurs déterminants et les conséquences de la crise humanitaire sont présents dans le pays depuis son indépendance en 1960. Après plusieurs décennies de conflits internes nombreux et le régime militaire de Mobutu Sese Seko, la situation dangereuse dans le pays culmina en 1994, à la suite de la crise des réfugiés et d'un conflit interne extrême déclenché par le génocide rwandais, suivi peu après par la déclaration d'une grande guerre régionale de cinq ans au Congo impliquant de multiples groupes rebelles et armées nationales. Le nombre d'acteurs humanitaires internationaux opérant dans le pays a fortement augmenté au cours de cette période : avant le début des années 90, seule une poignée d'organisations internationales comme Oxfam, le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et Médecins Sans Frontières (MSF), étaient présentes dans le pays. Le Gouvernement de la République Démocratique du Congo s'est résolument engagé à lutter contre la pauvreté qui fragilise le peuple congolais depuis plusieurs décennies. Globalement, la RDC demeure dans un état perpétuel de conflit sporadique, avec des populations déplacées et une absence chronique d'infrastructures adéquates ou de réponse de la part du gouvernement pour répondre aux besoins de la population. Plus de 70 % des Congolais vivent en dessous du seuil de pauvreté, et la RDC languit en bas des classements du développement socioéconomique et humain (176 sur 188 sur l'indice du développement humain en 2017 [UNDP 2017]). Le Nord-Kivu connaît la plus forte concentration de personnes déplacées internes en RDC. Sur ces personnes déplacées internes, 88 % vivent dans des familles d'accueil, le reste se trouvant dans des camps pour personnes déplacées et cela affecte le développement de la population à tous les niveaux.*

MONT CLES : développement, l'insécurité, récurrente.

INTRODUCTION

Depuis le génocide du Rwanda en 1994 et les mouvements de population qui s'en suivirent, la région des Grands Lacs et plus particulièrement la République démocratique du Congo RDC (ex-Zaïre) est secouée par des conflits de basse intensité qui ont vu s'opposer sur le territoire congolais jusqu'à huit pays africains. Depuis 1996, les deux guerres congolaises ont fait, selon les estimations des observateurs, plus de 3,5 millions de morts. En 2002, l'accord de Sun City signé par les forces politiques congolaises a prévu l'établissement d'un gouvernement de transition chargé d'organiser des élections nationales et épaulé dans sa tâche par une mission de maintien de la paix des Nations Unies, la MONUC.

Malgré l'accord de Sun City, la paix congolaise est néanmoins plus théorique que réelle : le gouvernement de Kinshasa n'administre que très partiellement les territoires de la RDC et l'Est du pays reste encore le lieu d'affrontements entre des groupes armés aux définitions mouvante. **Marc André Lagrange, *Afrique contemporaine*, éd. De Boeck Supérieur, (2005)**

En novembre 1996, le Rwanda, l'Ouganda et les rebelles congolais menés par Laurent-Désiré Kabila, démantèlent brutalement les camps de réfugiés pour chasser officiellement les derniers responsables soupçonnés d'avoir été impliqués dans le génocide, cachés dans ces camps. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) estime à 7 pourcent le nombre de ces réfugiés effectivement impliqués dans le génocide. Ces éléments ont, par la suite, contribué à la création du groupe armé des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR), dont les actions se limitaient au territoire congolais. Vers mai 1997 Laurent Désiré Kabila, aux côtés de la coalition entre les armées ougandaises et rwandaises, vainc Mobutu Sese Seko, il devient Président et renomme le pays « La République Démocratique du Congo (RDC) ».

Arrivé en 1998, Kabila ordonne aux armées rwandaises et ougandaises de quitter le territoire congolais. Il reçoit le soutien militaire de pays voisins, tels que l'Angola, le Zimbabwe et la Namibie. Le conflit qui s'ensuit cause la mort d'environ 5 millions de personnes entre 1998 et 2003, principalement en raison des maladies et d'autres problèmes de santé. Pendant la période de 1998 à 2003, la RDC était l'épicentre de l'un des conflits les plus sanglants de l'histoire récente. Les casques bleus de l'ONU ont été appelés pour superviser le retour du pays à la stabilité. Mais même une fois la guerre terminée, le pays a continué d'être criblé de conflits d'intensité diverse. Le rôle de la mission de maintien de la paix a évolué pour passer d'une mission de suivi du cessez-le-feu à l'une des plus grandes forces de casques bleus de l'ONU dont la tâche consiste à renforcer les capacités de l'État et prévenir tout autre glissement vers la violence.

Publication of the European Centre for Research Training and Development -UK

En 2016, cette paix fragile a été mise en mal par le fait que le président Joseph Kabila a repoussé les échéances électorales, ce qui a mené à des éclatements de violence mortelle dans tout le pays. Ces troubles politiques très répandus, accompagnés d'un sérieux manque de gouvernance, d'une économie corrompue et de tensions interethniques non prises en charge, ont instauré les conditions propices pour que des centaines de groupes armés se chevauchant fassent des ravages dans le pays tout entier.

À l'heure actuelle, plus de 7 millions de personnes ont été déplacées, ce qui représente le plus grand nombre de personnes déracinées de chez elles sur le continent africain. Plus de 2 millions d'entre elles ont été déplacées depuis 2017. Plus de 13,1 millions de Congolais ont besoin d'assistance, ce qui représente le même nombre de personnes dans le besoin qu'en Syrie. Les cycles de violence brutale ont coûté la vie à des milliers de personnes. Et, fait alarmant, 7,7 millions de personnes se trouvent en situation d'insécurité alimentaire, dont 2 millions d'enfants.

L'année 2020 a été une année particulièrement difficile pour la population de la République démocratique du Congo (RDC). Les conflits armés, les épidémies, les catastrophes naturelles ainsi que l'impact socio-économique de la COVID-19 ont considérablement exacerbé les vulnérabilités déjà existantes dans un contexte marqué par un manque criant d'accès aux services essentiels pour une grande majorité de la population. La RDC, le plus grand pays d'Afrique subsaharienne et le troisième le plus peuplé, avec une population estimée à 103 millions, demeure confrontée à l'une des crises humanitaires les plus graves au monde **OCHA,(2023)**.

La République Démocratique du Congo a longtemps été marquée par des conflits et des déplacements de population de longue durée. Entre 1998 et 2003, la RDC était l'épicentre de l'un des conflits les plus sanglants de l'histoire récente. Les casques bleus de l'ONU ont été appelés pour superviser le retour du pays à la stabilité. Mais même une fois la guerre terminée, le pays a continué d'être criblé de conflits d'intensité diverse. Le rôle de la mission de maintien de la paix a évolué pour passer d'une mission de suivi du cessez-le-feu à l'une des plus grandes forces de casques bleus de l'ONU dont la tâche consiste à renforcer les capacités de l'État et protéger les populations civiles.

Située à l'Est de la République démocratique du Congo, la province du Nord-Kivu est, depuis le début des années 1990, en proie à des violences et des conflits armés aux origines complexes et aux conséquences lourdes pour la région des Grands Lacs. Très éloignée de la capitale, Kinshasa, cette province frontalière de l'Ouganda et du Rwanda, compte des zones relativement isolées notamment du fait de forêts denses et de montagnes. Au fil des années, certaines zones

Publication of the European Centre for Research Training and Development -UK

de cette province se sont transformées en terrain de lutte pour de nombreux groupes armés animés et alimentés par des intérêts économiques, politiques et/ou ethniques. Plusieurs groupes se disputent ainsi le contrôle des terres, l'accès à d'importantes ressources naturelles (or, coltan et cassitérite), ainsi que le contrôle d'un système de taxation illégale imposé à une population déjà très démunie.

Au Nord Kivu, province de l'Est de la RDC, l'activisme des groupes armés/milices nationaux et étrangers, les tensions intercommunautaires et les conflits fonciers sont toujours les principaux facteurs déclencheurs de la crise généralisée d'insécurité. Tous les territoires du Nord Kivu sont affectés par la présence des groupes armés nationaux et étrangers. Les populations civiles des territoires confondis, sont particulièrement ciblées par des attaques et des violences perpétrées par ces groupes armés et des milices notamment les M23 à Masisi, Rutshuru, Nyiragonge et une partie de Luberon Sud, ADF à Beni, les APCLS, NYATURA, NDC et les MAIMAI avec toute ses factions dans le MASISI, Nyiragongo et Rushuru. Cette insécurité grandissante dans la zone occasionne la relance des opérations militaires des FARDC contre les groupes armés, ce qui donne lieu à des mouvements massifs de populations.

La réponse humanitaire vaut son pesant d'or dans le territoire de Masisi, Rutshuru, Nyiragonge, Beni et Lubero vu que les déplacements de la population y demeurent toujours et ces territoires restent affectés par des crises humanitaires multiformes.

La situation des droits de l'homme dans la province du Nord-Kivu est de loin la plus alarmante de tout le pays. À elle seule, elle représente plus du tiers des violations et atteintes documentées par le BCNUDH sur l'ensemble du territoire entre janvier 2022 et mai 2024; plus du tiers des victimes d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires ; et près du quart des victimes de violences sexuelles.

Jetant un regard sur ce qui est évoqué ci-haut, il est impérieux de nous poser les questions suivantes :

- quels sont les causes de l'insécurité récurrente dans la province du Nord-Kivu ?
- Quelles sont les conséquences de l'insécurité récurrente sur le développement de la province du Nord-Kivu ?
- Qu'est-ce qu'il convient d'envisager comme alternative de mitigation ?

De ces questions ci-haut citées nous formulons les hypothèses suivantes :

- ✓ Le tribalisme dans la région, l'absence de l'autorité de l'État et le voisinage avec les pays pauvres seraient à la base de la baisse de production

Publication of the European Centre for Research Training and Development -UK

- ✓ Les violences sexuelles, les assassinats, les enfants non accompagnés, enrôlement des enfants mineurs dans les groupes armés, les camps de déplacés presque permanent dans la région, la pauvreté seraient les conséquences des l'insécurité récurrente dans la province du Nord-Kivu.
- ✓ La sensibilisation pour le vivre ensemble, restauration de l'autorité de l'Etat dans la région, la cohabitation pacifique avec le pays voisins et la mise en place des marchés communs dans la région seraient les alternatives de mitigation nécessaire.

L'objectif général de notre étude est d'examiner les retombés de l'insécurité sur le développement de la province du Nord-Kivu . De cet objectif général déroulent les objectifs spécifiques ci-après :

- Identifier les causes liées à l'insécurité récurrente dans la province du Nord-Kivu
- Déterminer les conséquences de l'insécurité récurrente sur le développement du Nord-Kivu
- Proposer des alternatives de mitigation nécessaires pour ramener la paix dans la région.

MÉTHODOLOGIE

Pour accéder aux données et procéder à la recherche de compréhension, nous avons utilisé certaines méthodes et techniques en l'occurrence :

La méthode analytique qui nous a aidé de déceler le problème de l'insécurité récurrente dans province du Nord-Kivu et envisager les solutions durables.

La méthode statistique qui nous a été utile dans l'interprétation des données récoltées sur le terrain après l'échantillon pour tirer une conclusion sur l'ensemble de la population d'étude.

Pendant notre étude la technique d'observation libre nous a aidé d'explorer le milieu et découvrir les difficultés principales que rencontre les habitants engoutis par l'insécurité devenue endémique.

L'observation participante nous a donné le temps de nous entretenir avec la population souffrante et appauvri par l'insécurité du milieu.

L'observation libre nous a permis de combler les données échappées à l'observation et à l'Interview.

Le questionnaire d'enquête, nous a amené à élaborer une série des questions précises en rapport avec notre thème de recherche en vue d'avoir plus d'informations fiables.

L'échantillon nous a permis de nous fixer sur l'exploitation de la petite portion de la population afin que celui-ci puisse revêtir les mêmes caractéristiques que celles de la population d'étude.

MILIEU

La présente recherche a été faite dans le territoire en RDC, Province du Nord-Kivu, une province servant à l'est du pays dont le chef-lieu est la ville touristique de Goma.

Il est limité :

- Au nord est : par l'Ouganda ;
- Au nord et à l'ouest par la province orientale
- L'ouest par la province de Maniema
- A l'est par la république du Rwanda
- Au sud: Par la province du Sud-Kivu

Contexte physique

La Province du Nord-Kivu est située à cheval sur l'Equateur. Elle est comprise entre 0° 58' de latitude Nord et 02° 03' de latitude Sud et entre 27° 14' de longitude Ouest et 29° 58' de longitude Est. Elle est limitée à l'Est par les Républiques de l'Ouganda et du Rwanda (Sud-Est), au Nord et à l'Ouest par la Province Orientale, au Sud-Ouest par la Province du Maniema et au Sud par la province du Sud-Kivu.

Sa superficie est de 59.631 Km², soit environ 2,5 % de l'étendue du territoire national.

Le relief du Nord-Kivu est très accidenté. L'altitude varie de moins de 800 m à plus de 2.500 m. Certains sommets atteignent plus de 5.000 m. Ce relief est formé des plaines, des plateaux et des chaînes de montagne.

Les plaines alluviales s'étendent du Nord au Sud du Lac Edouard. Il s'agit, respectivement, des plaines alluviales de la Semliki et des Rwindi- Rutshuru. Les Rives occidentales du Lac Edouard se heurtent à un escarpement abrupt, dont le prolongement vers le Sud, en bordure de la plaine des Rwindi-Rutshuru est connu sous le nom d'escarpement de Kabasha.

L'hétérogénéité du relief amène une grande variété de climats. D'une manière générale, on observe une corrélation étroite entre l'altitude et la température moyenne. En-dessous de 1.000 m, cette température est voisine de 23° C. A 1.500 m, on enregistre quelques 19° C et à 2.000 m, 15° C environ. La pluviométrie moyenne varie entre 1.000 mm et 2.000 mm. Les précipitations mensuelles les plus faibles sont enregistrées entre janvier et février et entre juillet et août.

Quatre saisons caractérisent le climat du Nord- Kivu : deux saisons humides et deux saisons sèches.

Tableau 1 : Les saisons du Nord-Kivu

LES SAISONS	AU NORD de l'ÉQUATEUR	AU SUD de l'ÉQUATEUR
Grande saison sèche	de Janvier à mi-mars	de Juillet à Août
Saison de pluie	Mars- Juillet	Septembre - Décembre
Petite saison sèche	Août	Janvier
Saison de pluie	Septembre - Décembre	Février - Juin

Le climat d'altitude et le relief confèrent aux sols du Nord- Kivu une certaine complexité. On pourrait néanmoins diviser les sols du Nord- Kivu en trois grandes classes : les sols volcaniques récents (entre Goma et Rutshuru) ; les sols des plaines alluviales (dans les plaines de la Semliki) et les sols des roches anciennes.

Les principaux types de végétation de la Province du Nord- Kivu sont : (i) les savanes dominantes dans les plaines alluviales de la Semliki et de la Rutshuru ;(ii) les formations climatiques sclérophylles arbustives et forestières dans la plaine des laves au Nord du Lac Kivu ;(iii) les forêts ombrophiles de montagnes essentiellement dans les massifs de Ruwenzori et Virunga ; et (iv) la forêt équatoriale dans les Territoires de Lubero, Masisi, Walikale et Beni.

Le réseau hydrographique du Nord-Kivu comprend deux grands lacs à savoir lac Edouard et lac Kivu, quatre lacs moyens (les lacs Monkotos) dénommés respectivement : Ndalaha, Lukulu, Mbalukia et Mbila, ainsi que des rivières suivantes : Rutshuru, Rwindi, Semliki, Osso et Lowa.

Hydrographie du Nord-Kivu

Le lac Edouard : il a une superficie de 2.150km² dont 1.630km pour la partie Congolaise avec une profondeur moyenne de 30m. Ce lac est très poissonneux et constitue une source importante de revenus pour les familles riveraines.

Le lac Kivu : il est le plus haut de l'Afrique centrale parce qu'il se trouve pittoresquement situé à 1.460m d'altitude dans la fosse limitée par les hautes chaînes des volcans des Virunga.

Sa superficie est de 2.700km² pour la partie congolaise avec une profondeur moyenne de 285m. Contrairement au lac Edouard, le lac Kivu est peu poissonneux

Les lacs Mokotos couvrent ensemble une superficie de 86km² et sont situés à côté du Monastère du même nom, en chefferie de Bashali, Territoire de Masisi et ils sont peu poissonneux.

Cotexte Administratif

Sur le plan administratif, la Province du Nord-Kivu est subdivisée en 6 Territoires, 3 Villes, 10 Communes, 17 Collectivités dont 10 Chefferies et 7 Secteurs, 97 Groupements, 5 Cités et 5.178 Villages. La population de la Province est estimée en 2004 à 4.780.170

Publication of the European Centre for Research Training and Development -UK

habitants appartenant à 13 ethnies. Le milieu rural héberge 60 % de la population contre 40 % en milieu urbain.

Les Institutions judiciaires sont uniquement implantées à Goma, chef-lieu de la Province et dans les Villes de Butembo et de Beni.

La Cour d'appel et le Parquet Général de la République sont opérationnels dans la ville de Goma.

Le Tribunal de Grande Instance et le Parquet de la République sont opérationnels dans la Ville de Goma. Un Parquet secondaire se trouve à Butembo tandis que deux Tribunaux secondaires fonctionnent à Butembo et à Beni.

Deux Tribunaux de Paix sont fonctionnels dans les Villes de Beni et Butembo.

Contexte politique et institutionnel

Sous la mouvance de l'Accord Global et Inclusif, dont la signature par les anciennes forces belligérantes a permis la mise en place en juin 2003 d'un gouvernement d'union nationale et d'un parlement bicaméral incluant toutes les composantes et entités, le Nord-Kivu a été doté d'un Exécutif Provincial dirigé par un Gouverneur issu du RCD et de deux Vice-Gouverneurs dont l'un provient du PPRD et l'autre du RCD/KML. Actuellement la province est dirigée par un Général Militaire et un adjoint Générale Police pour tente de remmener la paix qui est devenu une denrée rare dans la province.

L'environnement politique du Nord-Kivu est caractérisé depuis 20 ans par une instabilité politique et des conflits armés dont les populations ont dû payer un lourd tribut. le Nord-Kivu est encore victime de l'insécurité qui empêche la population de vaquer librement à ses occupations. Les groupes armés incontrôlés ne sont en activité sur une grande partie de l'entité malgré les différentes déclarations des autorités du pays et l'Etat de siège instauré qui semble être dépassé par la situation.

Contexte économique

L'économie du Nord-Kivu repose sur le secteur primaire (Agriculture, Elevage, Pêche, Forêt, Mines) qui intervenait pour environ 49,7% dans le PIB provincial, résorbant à peu près 80% de la population. L'agriculture industrielle est en souffrance, beaucoup de plantations étant abandonnées depuis plusieurs années.

De par le déboisement immense lors des mouvements des réfugiés rwandais et les groupe armés qui font la loi dans la région actuellement, la province connaît de graves perturbations climatiques qui se répercutent sur le calendrier agricole avec diminution des récoltes. L'élevage du grand bétail est pillé lors de la guerre. La promotion du petit élevage grâce à l'action de

Publication of the European Centre for Research Training and Development -UK

quelques ONG est encore timide vu que bon nombre de la population reste dans les camps de déplacés.

Le déboisement est au-delà du reboisement. Les promesses de la communauté internationale pour la reconstitution du couvert végétal qui fût décimé par les réfugiés rwandais n'ont pas encore été réalisées. Les ressources minières identifiées au Nord-Kivu sont l'or, le colombo tantalite (coltan), le diamant et le wolfram. Les études sont à poursuivre pour la carte des gîtes minéraux moyennant une prospection plus approfondie relative aux indices fiables de ces minerais. A l'heure actuelle, ce secteur connaît beaucoup d'exploitants du niveau artisanal qui sont peu encadrés, non organisés ; et la pratique de la fraude est à libre cours.

L'artisanat n'est développé qu'à petite échelle dans quelques agglomérations telles qu'à Goma, à Butembo et à Beni. On y relève l'artisanat des services notamment les petits garages, les ateliers de réparation de radio, des électroménagers, des moulins etc.... et l'artisanat de production avec des petites menuiseries, boulangeries, savonneries etc.

S'agissant de l'industrie, il faut noter que beaucoup d'industries étaient de caractère agro-industriel ou pastoro-industriel. Les pillages et l'abandon des unités produisant les matières premières ont entraîné la fermeture de la plupart.

Le secteur touristique a été fortement affecté par les derniers conflits armés. Les sites touristiques de BUKIMA, de TSHANGU, de NYIRANGONGO, de NYAMULAGIRA, de JOMBA sont dans un état de dégradation. Les hôtels pillés et surtout qu'une grande partie est sous contrôle actuellement par les rebelles. Toutefois le potentiel touristique de la province reste énorme.

Contexte social et culturel

La projection de la population pour l'année 2004 prévoyait un total de 4.270.001 habitants répartis en 1.140.756 hommes, 1.193.649 femmes et 1.935.596 enfants de moins de 15 ans. Aujourd'hui le recensement administratif a dénombré en décembre 2004, 4 780 170 habitants. Toutefois, il faut avouer la non-maîtrise des statistiques démographiques, le dernier recensement scientifique étant de 1984.

Parmi les principaux groupes ethniques du Nord-Kivu, l'on compte les pygmées, les bantous et les nilotiques. Les ethnies qui constituent ces groupes sont : Nande, Pere, Mbuba, Talinga, Hutu, Tutsi, Kano, Hunde, Nyanga, Kumu, Tembo, Kusu et Mbuti.

Les pygmées ou Mbuti occupent la partie forestière de la province où ils pratiquent la chasse et la cueillette dans le cadre d'une vie de nomadisme. Les bantous constituent la majorité de la population autochtone. Ils sont essentiellement agriculteurs, éleveurs, pêcheurs et artisans. Les nilotiques, essentiellement composés des tutsi, sont éleveurs et artisans. L'aire d'occupation des tutsi s'étend dans la ville de Goma, et dans les territoires de Masisi et de

Publication of the European Centre for Research Training and Development -UK

Rutshuru. Cependant dans la période des guerres entre 1997 et 2000, les nilotiques Bahema sont venus s'installer avec leurs troupeaux dans la vallée de Semliki en plein parc de Virunga principalement dans le village Karuruma.

PARTICIPANTS

Nous avons obtenu à l'étude la collaboration de 120 personnes habitants la province du Nord-Kivu. Il s'agit ce ceux qui sont rendu disponible à participer à l'étude. Ci-après leurs caractéristiques

Tableau N° 2 répartition des participants selon l'âge

Tranche d'âge	ni	%
De 16 à 19 ans	30	6.25
De 19 à 25 ans	96	20
De 25 à 30 ans	124	25.8
De 31 à 45 ans	168	35
Plus de 55ans	62	12.91
Total	480	100

Source : Nos enquêtes sur le terrain, Janvier 2024

De ce tableau, il ressort que 35% sont de la tranche d'âge de 31 à 45ans des participants, 25.8% des enquêtés sont de la tranche d'âge de 25 à 30 ans, 20% des enquêtés sont de la tranche de 19 à 25 ans, 12.91% des enquêtés sont de la tranche de plus de 55ans et 6.25% des enquêtés sont de la tranche de 16 à 19 ans.

Tableau N° 3. Répartition des participants selon l'état civil.

Etat civil	ni	%
Mariés	400	83,3
Célibataire	52	10,8
Divorcés	12	2,5
Séparés	4	0,8
Veufs/ves	12	2,5
Total	480	100

Source : Nos enquêtes sur le terrain, janvier 2024

Il ressort de ce tableau que 83.3 soit 400% de personnes de nos participants sont mariés, 10,8 % 52 personnes sont célibataires, 2.5% soit 12 personnes sont des divorcées, 2,5 soit 12 personnes sont veuf (Ve) s et 0.8% soit 4 personne est séparé .

Tableau N° 4. Répartition des participants selon la Profession

Publication of the European Centre for Research Training and Development -UK

Profession	ni	%
Agriculteurs	360	75
Autorité locales	24	5
Enseignants	16	3.3
Commerçants	60	12.5
Agents des ONG	20	4.2
Total	480	100

Source : Nos enquêtes sur le terrain, Décembre 2023

Commentaire : Ce tableau nous montre que 360 personnes enquêtées soit 75% de la population ciblée sont agriculteurs, 60 personnes soit 12.5% sont des Commerçants, 24 personnes soit 5% sont des agronomes, 20 personnes soit 4.2% sont éleveurs et 16 personnes soit 3.3% sont des enseignants.

Tableau N°5. *répartition des participants selon le Niveau d'étude*

Niveau d'étude	ni	%
Sans niveau	200	41.6
Primaire	120	25
Secondaire	112	23.3
Universitaire	48	10
Total	480	100

Source : Nos enquêtes sur le terrain, Décembre 2023

Commentaire : Ce tableau stipule que 200 personnes de la population ciblée soit 41.6% n'ont pas étudiés, 120 personnes soit 25% n'ont fait que l'école primaire, 112 personnes soit 23.3% ont franchi l'école secondaire et enfin 48 personnes soit 10% ont fait l'université.

Tableau N° 6. *Richesse de la province.*

Catégories	Ni	%
Les minerais de différentes sortes	350	72,9
Sol très fertile	100	20.8
Différentes site touristiques	50	10.4
Climat favorable	25	5.2

Publication of the European Centre for Research Training and Development -UK

Différentes frontières avec les pays voisin	55	11.4
Total	480	100

Source : Nos enquêtes sur le terrain, février 2024

Ce tableau nous montre que 350 personnes soit 72% de la population ciblée affirme que les différentes sortes de minerais font la province très riche, 100 personnes soit 20.8 enquêtés attestent que leur richesse est basée la fertilité du sol de la province, 55 personnes soit 11.4% d'enquêtés confirment que les différentes frontière avec les pays voisins font la richesse de la province, 50 personnes soit 10.4% d'enquêtes disent que les différentes sites touristiques constituent la richesse de la province et 25 personnes soit 5.2% enquêtés parlent du climat favorable comme richesse de la province.

Tableau N° 7. Problèmes rencontrés sur terrain

Difficultés rencontrées	ni	%
Insécurité	100	20.8
Dégradation des infrastructures routières	240	50
Analphabétisme	60	12.5
Dépeuplement de la population dans les milieux ruraux vers les grandes agglomérations	80	16.66
Autres à préciser	0	0
Total	480	100

Source : Nos enquêtes sur le terrain, février 2024

Il ressort de ce tableau que 240 personnes soit 50% affirment qu'elles rencontrent le problème de dégradation des infrastructures routières, 100 personnes soit 20.8 % affirment l'insécurité, 80 personnes soit 16.66% parlent de dépeuplement des lieux ruraux qui est devenu est grand problème, 60 personnes soit 12,5% rencontre l'analphabetisme comme une difficulté et enfin pour autres à préciser c'est 0%.

RESULTATS*Tableau N° 8. Cohabitation pacifique entre les habitats.*

Cohabitation entre habitats	ni	%
Existante	80	16.66
Inexistante	250	52
Moyennement existant.	150	31.25
Total	480	100

Source : Nos enquêtes sur le terrain, février 2024

Il ressort de ce tableau que 250 personnes soit 52% de la population ciblée affirment que la cohabitation est inexistante, 150 personnes soit 31.25% disent la cohabitation est moyennement existante, 80 personne soit 16.66% confirment que la cohabitation existe entre la population de la province.

Tableau N° 9. Cohabitation pacifique avec les pays voisin

Cohabitation avec les pays voisin	ni	%
Oui	180	37.5
Non	300	62.5
Total	480	100

Source : Nos enquêtes sur le terrain, février 2024

Il ressort de ce tableau que 300 personnes soit 62.5% affirment qu'il n'ya pas la cohabitation pacifique avec les pays voisins en province du Nord-Kivu et 180 personnes soit 37.5 % confirment qu'il ya la cohabitation pacifique avec le pays voisins à l'est de la RDC

Tableau N° 10. Situation sécuritaire

Sécurité dans la région	ni	%
stable	90	18.75
instable	250	52
très inquiétante	140	29.16
Total	480	100

Source : Nos enquêtes sur le terrain, février 2024

Publication of the European Centre for Research Training and Development -UK

Il ressort de ce tableau que 250 personnes soit 52% affirment que la situation sécuritaire est instable, 140 personnes soit 29.16 % affirment la situation sécuritaire est très inquiétante et 90 personnes soit 18.75% disent que la situation sécuritaire est stable dans la province.

Tableau N°11. Appréciation du développement dans la province

Développement	Ni	%
Très bon	10	2
Assez bon	14	2.9
Moyennement	82	17
Meilleur	8	1.6
Médiocre	362	75
Total	480	100

Source : Nos enquêtes sur le terrain, Décembre 2023

Au vu de ce tableau nous remarquons que 75% de nos enquêtés ont affirmé que le développement dans la province est médiocre suite à l'insécurité, 17% affirment que le développement est moyennement bon, 2.9% assez bon 2% très bon et enfin 1.6% affirment que le développement est meilleur.

Tableau N° 12. Causes de l'insécurité récurrente dans la province

causes	Ni	%
Le tribalisme dans la région,	80	16.66
l'absence de l'autorité de l'État	300	62.5
le voisinage avec les pays pauvres	100	20.8
Total	480	100

Source : Nos enquêtes sur le terrain, février 2024

Ce tableau nous fait remarquer que 62% des participants confirment que l'absence de l'autorité de l'État est la cause majeure de l'insécurité dans la province, 20% d'enquêtés affirment que le le voisinage avec les pays pauvres qui cherchent à s'approvisionne dans la province reste la source de l'insécurité dans le lieu et 16.66% Parlent de tribalisme qui est la cause de l'insécurité dans la province.

Publication of the European Centre for Research Training and Development -UK

Tableau N° 13. Conséquences de l'insécurité récurrente dans la province

Conséquences	Ni	%
Les violences sexuelles,	30	6.25
les assassinats,	40	8.3
enrôlement des enfants mineurs dans les groupes armés,	45	9.3
les camps de déplacés presque permanant dans la région,	50	10.4
la pauvreté.	315	65
Total	480	100

Source Nos enquêtes sur le terrain, février 2024

Ce tableau montre que 65% de la population enquêtée prouvent que la pauvreté est la conséquence réelle de l'insécurité dans la province du Nord-Kivu, 9.5% des participants attestent l'enrôlement des enfants dans le groupes armés est la conséquence de l'insécurité récurrente dans la région, 10.4% Confirment que les camps de déplacés permanents un peu partout dans la province est l'une des conséquence de l'insécurité , 8.3% parlent des assassinats de gauche à droite dans la régions et 6.25% disent que les violences sexuelles comme conséquence de l'insécurité récurrente dans l'entité.

Tableau N° 14. Alternatif de mitigation nécessaire

Alternatif	Ni	%
La sensibilisation pour le vivre ensemble,	65	13.5
Restauration de l'autorité de l'Etat dans la région,	350	72.9
La cohabitation pacifique avec le pays voisins et la mise en place des marchés communs dans la région,	45	9.9
Instauration d'une cours pénale internationale pour La RDC pour réprimer les cimes de guerre	20	4.1
Total	480	100

Source : Nos enquêtes sur le terrain, février 2024

A partir de ce tableau, nous remarquons que 72.9% de la population enquêtée suggèrent qu'il faut la restauration de l'autorité de l'Etat dans la région pour espérer à la paix et au

Publication of the European Centre for Research Training and Development -UK

développement du milieu, 13.5% demandent qu'il y ait la sensibilisation pour le vivre ensemble, 9.9% proposent qu'il y ait la cohabitation pacifique avec le pays voisins et la mise en place des marchés communs dans la région et 4.1 demandent Instauration d'une cours pénale internationale pour La RDC pour réprimer les cimes de guerre.

DISCUSSIONS

A l'issu de la réflexion liée à des questions et hypothèses qui ont fait l'ossature cette recherche nous avons aboutis aux résultats ci-après :

- L'hypothèse de la richesse de la province est largement validée vu que 72% de la population ciblée affirme que les différentes sortes de minerais constituent la richesse de la province, 100 personnes soit 20.8 enquêtés attestent que leur richesse est basée la fertilité du sol de la province,
- La recherche prouve que le développement du milieu est médiocre dans l'entité car 75% des participants l'ont affirmé, d'où la nécessiter de notre recherche qui mérite des efforts pour endiguer la situation.
- Les résultants de la recherche confirment l'hypothèse de la pauvreté comme conséquence liée l'insécurité récurrente dans la province du Nord-Kivu à 65% de la population participante
- 72.9% de la population enquêtée suggèrent qu'il faut la restauration de l'autorité de l'Etat dans la région pour espérer à la paix et au développement du milieu, 13.5% demandent qu'il y ait la sensibilisation pour le vivre ensemble, 9.9% proposent qu'il y ait la cohabitation pacifique avec le pays voisins et la mise en place des marchés communs dans la région et 4.1 demandent Instauration d'une cours pénale internationale pour la RDC enfin de réprimer les cimes de guerre.

CONCLUSION

Au terme de ce travail, intitulé « développement face à l'insécurité récurrent dans la province du Nord-Kivu » l'objectif était d'identifier les conséquences de cette insécurité sur le vécu quotidien des habitats de la province et proposer les alternatives nécessaires pour palier à cette situation devenu endémique.

Pour analyser cette réflexion nous nous sommes posé les questions opérationnelles sur les causes et conséquences de l'insécurité récurrente dans la province du Nord-Kivu, mais aussi de savoir les mesures à prendre pour ramener la paix. Les hypothèses ont été largement confirmées partant des résultats de la recherche.

Ainsi, nous recommandons au gouvernement restaurer l'autorité de l'Etat sur toute l'étendue de la province, cohabiter pacifiquement avec les voisin et prêcher le vivre ensemble à la population de de lutter contre le tribalisme et éviter les divisions;

RRFFERENCES BIBLIOGRAPHIE

- Marc André Lagrange, *Afrique contemporaine*, éd. De Boeck Supérieur,(2005)
Conférence des organisations humanitaires au sujet de la République démocratique du Congo,
« Donors Announce \$528 Million in Funding to Scale Up Aid Delivery to People in
Urgent Need in DRC »
- MONUSCO, rapport sur la détérioration de la situation des droits de l'homme dans le Masisi
et le Lubero (NordKivu) et défis relatifs à la protection des civils entre janvier 2017 et
octobre 2018
- Agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), « DR Congo Emergency » (L'urgence de
la RDC),
- News24, « Kinshasa disputes estimates of displaced people in DRC » (Kinshasa remet en cause
les estimations du nombre de personnes déplacées en RDC), 31 mars 2018,
- News24, « UN Refugee Chief in DRC Ahead of Key Meeting » (Responsable des questions
relatives aux réfugiés au sein de l'ONU avant une réunion clé), 4 avril 2018,
- Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), « Plan de
réponse d'urgence, Provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri (RD Congo) », 9 juillet
2018, HCR
- CAJED ONGD (2021), Appui au relèvement socioéconomique et communautaire des enfants
retournés et déplacés ainsi qu'aux ménages vulnérables de communauté d'accueil du
territoire de Masisi en Province du Nord Kivu
- Rapport mensuel de monitoring de protection Nord-Kivu, mars 2021
- SENARCLENS, P. d. (1999). *L'humanitaire en catastrophe*. Paris: Presses de sciences
politiques, 145 p.
- MUCCHIELLI, R. (2006). *L'analyse de contenu : des documents et des communications*. Paris:
Les Éditions ESF, 223 p.
- KELLY, M. (1984). «L'analyse de contenu». *Dans Recherche sociale: De la problématique à
la collecte des données*, sous la dir. de Benoît Gauthier, p. 213-315. Québec: PUQ.
- MAYER, R. et al. (2000). *Méthodes de recherche en intervention sociale*. Montréal : Gaëtan
Morin, 409 p.
- CONTANDRIOPOULOS, A.-P. CHAMPAGNE, F. POTVIN, L. DENIS, J.-L. et BOYLE, P.
(1990). *Savoir préparer une recherche*. Montréal: PUM, 196 p.
- LEFRANÇOIS, R. (1992). *Stratégies de recherches en sciences sociales, applications à la
gériatrie*. Montréal : PUM, 358 p.
- MUCCHIELLI, A. (2009). *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines*. Paris
: 3e édition, Armand Colin, 303 p.
- ZÚÑIGA, R. (2007). *L'évaluation dans l'action sociale : autonomies et solidarités*. Montréal:
PUL, 176 p.
- GALLEGO, M. (2009). *Analyse urbaine des camps de réfugiés et de leurs transformations dans
le temps*. Mémoire de maîtrise, Paris, Université Paris-Est Marne-La-Vallée, 59 p.